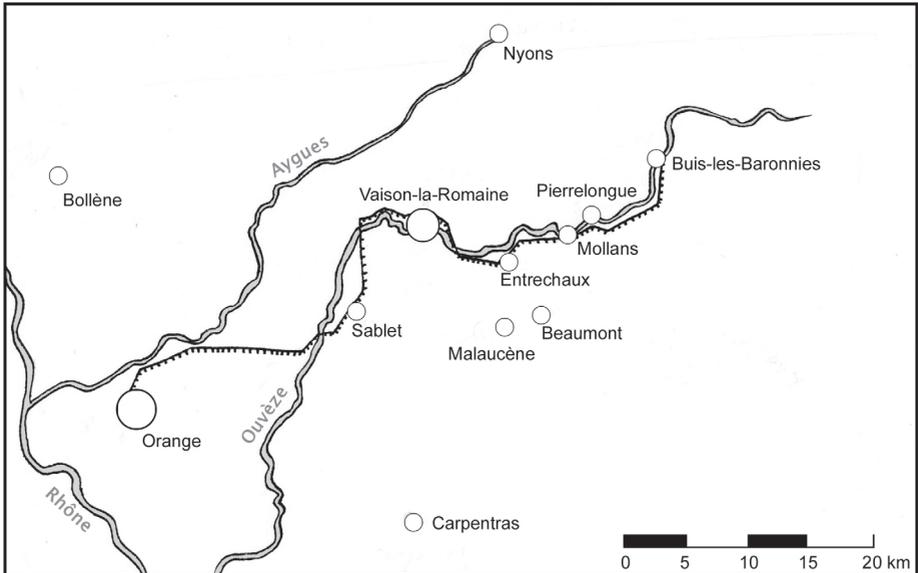


Belle Époque et Xénophobie

1904 : chasse à l'italien en Vaucluse



les chemins non tracés



La ligne de chemin de fer entre Orange et Buis-les-Baronnies (inaugurée en 1907, fermée en 1952)

BIBLIOGRAPHIE

AMAR Marianne, MILZA Pierre, *L'Immigration en France au xx^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1990, 331 p.

CAZALET Carine, *Les Grèves ouvrières en Vaucluse, 1984-1914*, mémoire de maîtrise d'histoire, université d'Avignon, 1998, 128 p.

CUBERO José, *Nationalistes et étrangers, le massacre d'Aigues-Mortes*, Paris, Imago, 1996, 252 p.

GAILLARD Lucien, *La Vie quotidienne des ouvriers provençaux au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1981, 284 p.

GROSSO René (dir.), *Histoire de Vaucluse*, Avignon, A. Barthélemy, 1993, deux tomes

LEQUIN Yves (dir.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Paris, Larousse, 1992, 493 p.

MILZA Pierre, *Voyage en Italie*, Paris, Plon, 1993, 526 p.

NOIRIEL Gérard, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1988, 437 p.

SEIGLE Louis, *Vie des ouvrières et ouvriers en Vaucluse au XIX^e siècle*, Avignon, Gambetta éd., 2001, 142 p.

Belle Époque et xénophobie

Chasse à l'Italien en Vaucluse

Une certaine réécriture contemporaine de l'histoire, oublieuse, tend à faire croire que les immigrants italiens (européens, voisins, travailleurs, catholiques) furent, « à l'époque », bien accueillis et rapidement intégrés dans le bel Hexagone.

La réalité n'est pas si reluisante.

Le 16 août 1893, pour une chemise « italienne » lavée dans de l'eau « française », les ouvriers français des salines d'Aigues-Mortes déclenchent une chasse à l'Italien ; interrompue par l'arrivée de l'armée, elle se solde par la mort d'au moins huit ouvriers italiens et des dizaines de blessés¹. Le sang répandu lors de cette « collision », fortement médiatisée et qui causa un grand émoi des deux côtés des Alpes, est loin d'être un fait isolé, mais plutôt un symptôme du mal qui ronge alors une partie du prolétariat français : la haine et la peur de l'étranger, et notamment de l'Italien.

L'immigration italienne

Le XIX^e siècle voit l'industrie française, en plein développement, atteinte d'une boulimie de main-d'œuvre. Les campagnes françaises n'étant pas un vivier suffisant (démographie anémiée, résistance à la prolétarianisation et à la pénibilité

des travaux), les travailleurs étrangers sont particulièrement recherchés par les entrepreneurs, qui n'hésitent pas à aller en Belgique ou en Italie pour organiser des filières de recrutement. Si durant le Second Empire les Belges sont parmi les plus nombreux, ils sont suivis de près par les Italiens, qui immigrent en masse à partir de 1860 et sont les plus nombreux vers 1900 (près de 400 000 d'entre eux résident alors en France). Ceux que l'on nomme de façon générique les Piémontais (surtout originaires du nord de la péninsule) se retrouvent principalement dans le Sud-Est et en Corse (les départements de ces régions regroupent les deux tiers de la communauté ; Marseille est alors la première ville italienne de l'Hexagone²). Leur nombre est sans cesse croissant³.

Les patrons, qui voient en eux des ouvriers « dociles », « durs à la peine », se contentant de faibles salaires⁴ et de conditions de travail

médiocres, les emploient dans l'industrie textile (pour les femmes), le bâtiment et travaux publics (les Italiens représentent un ouvrier sur dix dans ce secteur) ou l'agriculture, pour des travaux pénibles et ne demandant qu'une faible qualification ; emplois délaissés par les autochtones.

La fin du XIX^e siècle correspond aussi en France à une montée du nationalisme et du chauvinisme, notamment causée par la défaite de 1870, et à une perception nouvelle de « l'étranger » en tant que problème (premières lois discriminatoires et de contrôle). « *Les étrangers deviennent un élément essentiel dans les stratégies de conquête du pouvoir lors des consultations électorales*⁵. » Nombre de travailleurs français perçoivent les transalpins comme des concurrents déloyaux sur le marché du travail, des briseurs de grève, représentant un danger pour les salaires... (d'autant plus qu'ils ne sont ni frappés par l'impôt ni astreints au service militaire). La presse et la littérature découvrent un thème vendeur, l'Italien nomade, ascétique, sale, brutal et belliqueux (son adresse à manier le couteau est réputée⁶) et bien trop catholique (« les *christos* »).

À partir de 1860 et jusqu'en 1890, la France est touchée par un important ralentissement de la croissance et par une succession de crises, c'est

l'époque de la « *grande dépression du capitalisme* » ; les travaux les plus pénibles sont à nouveau recherchés par les ouvriers français alors que les patrons entendent réduire les coûts de main-d'œuvre par l'embauche de migrants⁷. Au niveau international, l'Italie s'allie avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en 1882 et, sous le ministère Crispi⁸, se lance dans une politique impérialiste qui s'oppose à celle menée par la France. En 1888 et 1889, alors qu'une guerre commerciale oppose les deux pays, le conflit armé paraît imminent. L'Italien est de plus en plus perçu comme un concurrent, quand ce n'est pas un ennemi, un espion, un envahisseur.

Dans ce contexte éclatent de nombreuses rixes, bagarres, mais aussi des grèves et des affrontements de plus grande ampleur. Entre 1867 et 1893, 89 incidents xénophobes sont répertoriés, dont 67 qui opposent les prolétaires des deux pays⁹ : « Vêpres marseillaises », en juin 1881 (quatre jours d'émeutes anti-Italiens) ; ligne de chemin de fer Alès-Orange en 1882 (les Italiens sont chassés du chantier) ; Aigues-Mortes, en août 1893 ; Lyon, en juin 1894, après l'assassinat de Carnot par Caserio (pendant deux jours, les bars et magasins qui paraissent italiens sont saccagés) ; Salin-de-Giraud, en septembre 1896 ; Aubagne, en juillet 1899 ; Arles, en avril 1900...

La situation économique s'améliore à partir de 1890 (fin de la Grande Dépression), et l'industrialisation reprend son galop. D'un point de vue diplomatique, il faut attendre 1896 (chute de Crispi) pour qu'une détente ait lieu entre les deux pays latins et aboutisse à un rapprochement (commercial), en 1900-1902. Les haines et les rancœurs, si bien entretenues, ne disparaîtront pas avec la signature d'un accord entre diplomates, mais avec l'intégration des transalpins au sein du mouvement ouvrier et syndical hexagonal (par un retournement de situation, ce sont les xénophobes et les nationalistes qui deviennent les jaunes et les briseurs de grève) ; « *au cours de la décennie qui précède la Première Guerre mondiale, les heurts entre Français et Italiens se font plus rares et perdent le caractère de violence collective*¹⁰ ».

En Vaucluse

Le département de Vaucluse souffre à la Belle Époque d'un déficit naturel chronique et d'une émigration régulière¹¹ ; le besoin de main-d'œuvre est, lui, croissant. Les Italiens (tout comme les montagnards sud-alpins ou les Cévenols) y sont surtout attirés (et recherchés) par l'industrie textile (ouvrières en soie ou en confection) ou par les vastes

chantiers d'infrastructures urbaines et ferroviaires¹² (terrassiers, tailleurs de pierres...). En 1896, il y a 2 339 travailleurs étrangers dans le département (1 % de la population), et 8 929 en 1911 (3,8 % de la population), majoritairement des Italiens¹³. Certains ne passent que l'hiver dans le département, travaillant plus au nord le reste de l'année¹⁴ ; la plupart d'entre eux séjournent en France depuis « *longtemps* » et maîtrisent la langue.

On peut dénombrer en Vaucluse, entre 1884 et 1914, 9 grèves dans les secteurs du textile et des travaux publics¹⁵, dont la principale revendication n'est autre que le renvoi d'une partie ou de tous les ouvriers étrangers ; arrêts de travail souvent accompagnés de contraintes physiques, de menaces, de drapeaux tricolores et d'alcool en grande quantité... La xénophobie semble particulièrement mobilisatrice, car le taux de participation à ces grèves « *atteint des records*¹⁶ ». Ces conflits se concluent assez rapidement par la fuite ou le licenciement de ceux qu'on appelait *bàbis* (« crapauds » en provençal¹⁷). Durant la période 1901-1907, sur 26 grèves recensées par la préfecture, 5 ont lieu pour ce motif. À noter toutefois l'absence apparente des syndicats dans ces événements (dans une période où ils se constituent) ou de réaction politique¹⁸.

Ce cycle se clôt en 1904 par les « *troubles d'Entrechaux* », un conflit d'une plus grande ampleur qui va empoisonner le Nord-Vaucluse pendant près de sept mois, et qui peut rappeler par certains aspects les événements d'Aigues-Mortes.

Les « troubles » d'Entrechaux

La construction de la ligne de chemin de fer allant d'Orange à Buis-les-Baronnies (Drôme), passant par Vaison-la-Romaine, sert de cadre à ces événements, notamment dans le secteur compris entre Sablet et Entrechaux, dont les travaux débutent en juillet 1904.

Dès juin, le décor est planté : le conseil municipal d'Entrechaux donne une idée de la réputation dont souffrent encore les prolétaires italiens, en demandant officiellement à la préfecture l'installation d'un détachement de gendarmes sur sa commune : « *par suite de travaux longs et difficiles [la commune] recevra un personnel nombreux d'ouvriers de nationalité italienne ; que le contact de ces ouvriers nomades et maraudeurs peut être la cause de désordre ou de rixes au sein de la population*¹⁹ ». Pour la préfecture, les brigades de gendarmerie de Vaison et de Malaucène doivent suffire à maintenir l'ordre. Lorsque

le chantier débute, le maire d'Entrechaux, H. Clément, s'insurge du faible nombre d'ouvriers français qu'il y trouve (nombre qui de plus semble diminuer à ses yeux) : « *C'est honteux de voir que l'ouvrier français ne puisse pas travailler sur un chantier de l'État*²⁰. »

Le conflit éclate le 9 août. Une centaine d'ouvriers français, armés de gourdins et de pierres, drapeau tricolore en tête, quittent les chantiers de Pierrelongue, Mollans et Vaison et se dirigent vers Entrechaux, où ils interrompent le travail ; 175 ouvriers italiens (maçons, terrassiers, mineurs) y sont employés par l'entrepreneur Bastin. Celui-ci, qui déplore que certaines municipalités soient « *ouvertement hostiles aux ouvriers italiens*²¹ », déclare ne pouvoir embaucher plus d'autochtones car ses « *intérêts seraient gravement compromis* », les ouvriers italiens étant « *d'un caractère plus souple, plus obéissant et à peine égale produisant de 20 à 25 % de plus que l'ouvrier français* ».

Les grévistes sont aussitôt reçus par le maire du village, auquel ils font part de leurs revendications :

◦ Le maintien des ouvriers grévistes syndiqués (ce qui tend à prouver que le conflit n'a pas une cause uniquement xénophobe ; c'est la seule allusion à la présence d'un syndicat).

◦ L'application du décret du 10 août 1899 dans la commune, (décret de Millerand, « *socialiste indépendant* », limitant le nombre de travailleurs étrangers dans les marchés de travaux publics passés par l'État à 10 %).

◦ Que parmi les ouvriers italiens on ne garde que ceux en charge de famille.

◦ Des chefs de chantier français.

Afin « *d'éviter la bagarre sanglante* », H. Clément promulgue alors un arrêté municipal réglant le nombre de travailleurs étrangers sur la commune (la préfecture lui fera remarquer qu'il n'en a pas le droit). Les grévistes, rassurés, quittent la place et la cèdent aux gendarmes de Malaucène. Les transalpins se réunissent et décident de reprendre le travail le lendemain. Mais, dès l'aube, les grévistes arpentent la ligne en construction et empêchent la reprise : 200 Français des Buis et de Mollans se dirigent ainsi vers Sablet, où se trouve une centaine d'ouvriers italiens, qui préfèrent s'enfuir (il n'y a que deux gendarmes dans le village). Une trentaine de gendarmes arrivent alors en renfort, suivis par le sous-préfet, qui promet aux marcheurs le strict respect du décret du 10 août 1899 ; sous la pression, l'entrepreneur de Sablet s'y engage. Le 11 août, le

cortège repart en direction de Vaison (aucun étranger n'y travaille) puis vers Entrechaux. Le maire et les gendarmes, « *ne pouvant assurer la sécurité de leurs personnes*²² », enjoignent les Italiens de ne pas sortir de chez eux pendant la journée. Les grévistes sont accueillis et nourris par la municipalité²³. L'entrepreneur Bastin, menacé par le sous-préfet, doit promettre de respecter le décret et de licencier les Italiens en surnombre. Ces derniers décident alors, « *volontairement* », de quitter la région. La majorité des Français, calmée, repart vers ses chantiers.

Un conflit éclate alors entre l'entrepreneur et les ouvriers migrants pour le paiement des jours de chômage forcé ; gendarmes et ouvriers français sont présents et surveillent les négociations. Le lendemain, seize ouvriers italiens sont menacés et fuient le village.

Les incidents cessent, mais la tension n'est retombée qu'en apparence. Le 24 août, 30 ouvriers italiens sont empêchés de travailler à Vaison et ce bien que leur nombre soit légal. À Entrechaux, où l'on trouve 627 Français et 54 Italiens (soit moins de 10 % des habitants), une douzaine de chômeurs français font irruption sur le chantier et, avec l'aide de leurs compatriotes, chassent sept Italiens. Sept Français sont aussitôt embauchés.

Quelques jours plus tard, un Italien est agressé sur la route Vaison-Entrechaux ; dans le village, il ne reste alors qu'une vingtaine de travailleurs étrangers (sur 600 ouvriers et trois chantiers²⁴). Le consul d'Italie à Marseille, recevant les plaintes et informations de ses compatriotes, s'enquiert de la situation auprès du ministre des Affaires étrangères et du préfet du Vaucluse. Le sous-préfet tente, lui, de minimiser les incidents : « *En résumé, au cours de cette grève de courte durée, à aucun moment l'ordre n'a été troublé, à aucun moment les Italiens n'ont eu à subir de sévices, la liberté du travail a été partout et à toute heure assurée et si les ouvriers italiens n'ont pas cherché à s'abriter derrière les garanties que nous leur assurons et ont abandonné leurs ateliers dans des conditions d'ailleurs rémunératrices que je vous ai dites plus haut, c'est qu'ils l'ont bien et spontanément voulu*²⁵. »

Les « *troubles d'Entrechaux* » s'achèvent donc, comme il est presque de coutume dans ce type de conflit, par le départ de la plupart des prolétaires italiens. Les braises de la xénophobie, elles, restent bien là, prêtes à enflammer les esprits.

En février de l'année suivante, sur le chantier du désormais connu Bastin, éclate une nouvelle grève, suivie par la totalité des ouvriers (environ

150 durant trois jours), pour le renvoi des travailleurs espagnols (!). Les gendarmes, sous les ordres du brigadier Mariani, doivent intervenir. À l'initiative de « *maçons avinés* », un cortège se forme et le travail cesse ; pour la première fois en Vaucluse, c'est le drapeau rouge que l'on hisse²⁷...

Quelques jours plus tard, c'est aux carrières de Beaumont que le feu reprend. Cinquante ouvriers, répartis sur trois chantiers, y extraient les pierres nécessaires à la construction du chemin de fer. Après le renvoi de plusieurs ouvriers français, une grève éclate pour leur réintégration ou pour le renvoi d'un nombre égal d'Italiens. Une autre revendication apparaît pourtant : le paiement à l'heure et non plus au mètre cube de pierres, comme cela est déjà le cas pour les Italiens (ayant la réputation d'abattre plus de travail en un temps égal). Le brigadier Mariani intervient et propose à l'entrepreneur d'assurer la « *liberté du travail* » en protégeant les ouvriers italiens, mais ceux-ci refusent (effrayés ou solidaires ?) de revenir sur le chantier. Dépêché sur place, le juge de paix de Malaucène²⁶ constate que « *la concorde* » règne entre les travailleurs des deux nationalités et que leur seule hostilité est à l'encontre du patron (ce dernier règle le problème en fermant l'ensemble

du chantier, les fournitures pour la ligne de chemin de fer étant alors suffisantes).

Le Vaucluse et ses chaleureux habitants font preuve, déjà, d'un sens de la discrimination évident, d'une xénophobie particulièrement aiguë, et d'un temps de retard en cette Belle Époque où les prolétaires prennent conscience qu'il n'ont pas de patrie et un seul ennemi, le patronat.

Pierre

Notes :

1. Une cinquantaine d'Italiens tués selon la presse anglaise. Trente-neuf Français passeront en procès ; tous seront acquittés.

2. En 1876, près de 50 000 Italiens vivent dans la cité phocéenne ; en 1911, ils sont 95 000, soit 20 % de la population. Voir Marianne AMAR, Pierre MILZA, *L'Immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1990, p. 214.

3. En Europe la France est le premier pays d'accueil pour les Italiens, le troisième dans le monde après les USA et l'Argentine. Voir Pierre MILZA, *Voyage en Ritalie*, Paris, Plon, 1993, p. 60.

4. Les « Chinois de l'occident » qui se contentent « d'une assiette de polenta ». Il n'est pas certain que leurs salaires aient été inférieurs à ceux des Français, mais leur rendement était réputé supérieur. Voir José CUBERO,

Nationalistes et étrangers, le massacre d'Aigues-Mortes, Paris, Imago, 1996, p. 110.

5. José CUBERO, *op. cit.*, p. 141.

6. « En fait, il ne semble pas que les transalpins aient été beaucoup plus batailleurs que les autres ouvriers des mêmes professions, particulièrement dans le bâtiment, où maçons et charpentiers jouissent d'une solide régulation de violence » ; la prédominance dans la communauté des hommes, jeunes, célibataires, peu sédentarisés, est sans doute un facteur « aggravant ». Les sanctions pénales qui les frappent sont bien plus fortes que celles touchant les ouvriers français. Pierre MILZA, *op. cit.*, p. 104.

7. Paradoxalement, on assiste durant cette période de crise à une augmentation continue des salaires (réelle, puisque les prix à la consommation sont alors en baisse). C'est aussi l'époque où les ouvriers commencent à s'organiser et à s'opposer au patronat.

8. Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de 1887 à 1896.

9. Michelle PERROT, *Les ouvriers en grève (1870-1900)*, Paris, Mouton, 1974, p. 170.

10. Pierre MILZA, *op. cit.*, p. 120.

11. Entre 1856 et 1911, le Vaucluse a perdu 30 000 habitants. En 1908, 5 000 Vauclusiens travaillent à Paris. René GROSSO (dir.), *Histoire de Vaucluse*, Avignon, A. Barthélemy, 1993, t. II, pp. 192-194.

12. Construction des lignes Orange-Carpentras, Carpentras-L'Isle-sur-la-Sorgue, Orange-Buis-les-Baronnies, doublement de la voie Avignon-Cavaillon-Miramas... (poursuite du plan Freycinet de 1879 visant à compléter la carte ferroviaire).

13. Ils représentent 83,5 % des travailleurs étrangers en 1896, et 87,7 % en 1905 (en 1911, ils ne représentent que 36 % des étrangers au niveau national), archives départementales du Vaucluse (ADV) 4 M 130.

14. En Savoie par exemple. Voir « Rapport du juge de paix de Malaucène », 14 février 1905, ADV 1026 (les notes suivantes renvoient à cette liasse).

15. Sur 116 grèves répertoriées par l'administration dans le département. Ces éruptions de revendications xénophobes ne sont pas réservées à la gent masculine, comme le prouvent les grèves des ouvrières en soie de Jonquières en 1892, des ouvrières en confection de la maison Gagnière en 1900 ou des fileuses de Vaison en 1893, ADV.

16. Carine CAZALET, *Les Grèves ouvrières en Vaucluse, 1884-1914*, mémoire de maîtrise d'histoire, université d'Avignon, 1998, pp. 72-74. En 1892, à Sarrisans, des ouvriers armés de gourdins chassent les Italiens des chantiers de la ville. Les gendarmes arrêtent trois ouvriers, dont un Espagnol... ADV 10 M 25.

17. Ainsi surnommés pendant la première moitié du xx^e siècle. Témoignage de Raymond C.

18. Les archives n'apportent pas d'information à ce sujet. Voir Carine CAZALET, *op. cit.*

19. Délibération du conseil municipal d'Entrechaux du 19 juin 1904, ADV.

20. Lettre du maire d'Entrechaux au sous-préfet, ADV 10 M 26.

21. Lettre de Bastin au préfet du 3 septembre 1904.

22. Lettre du préfet de Vaucluse au ministère des Affaires étrangères et à l'ambassadeur d'Italie du 24 août 1904.

23. Le maire d'Entrechaux demandera plus tard au préfet le remboursement de ces frais.

24. Les chiffres des différentes autorités et rapports sont souvent contradictoires et peu précis.

25. Rapport du sous-préfet au préfet, le 28 août 1904.

26. Carine CAZALET, *op. cit.*, pp. 72-74.

27. Depuis 1892, une loi ouvre la possibilité d'une médiation par le juge de paix lors des grèves.



Mais le véritable sous-prolétariat de l'époque, ce sont les Italiens, Piémontais d'abord, puis progressivement Napolitains, Calabrais, Siciliens ; ils travaillaient comme terrassiers, manœuvres des industries chimiques, alimentaires, métallurgiques, manutentionnaires des ports méridionaux. Célibataires ou dotés au pays d'une nombreuse famille, ils sont nomades, durs à la peine, sobres, avant tout préoccupés d'économiser, ce qui leur vaut la louange patronale et l'opprobre ouvrière.

Le Cri du peuple, quotidien socialiste, décrit le 21 mars 1885, avec une indignation mêlée de dégoût, le mode d'existence des raffineurs de sucre italiens à Paris : *“Ils vivent entre eux, ne se mêlent pas à la population, mangent ou couchent par chambrées ainsi que des soldats qui campent en pays ennemi... Ils se mettent huit, dix, quinze dans une chambre ; l'un d'eux est chargé du ménage. La même chambre loge deux chambrées : une de jour, une de nuit. L'équipe qui va au travail est immédiatement remplacée par celle qui en revient. C'est grâce à cette promiscuité, répugnante mais fort économique, que les ouvriers italiens réussissent, sur un salaire de 3,25 francs, à mettre de l'argent de côté.”*

[...]

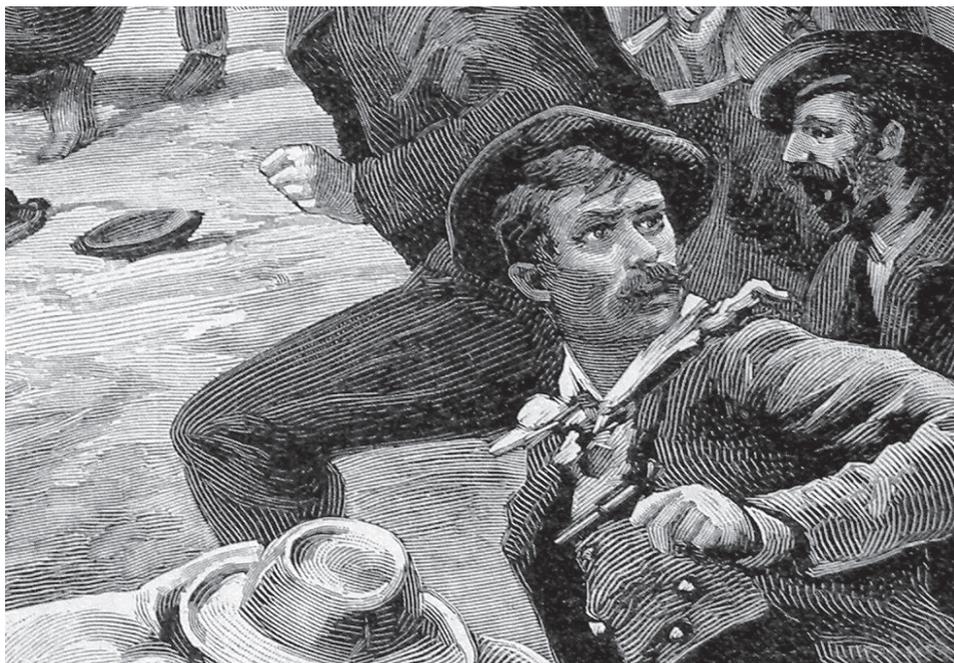
La xénophobie des natifs, c'est en eux-mêmes aussi qu'il faut en chercher les racines, dans ce traumatisme que provoque tout changement, ce malaise que suscite toute différence, dans la peur qu'une société un peu close, en voie de sédentarisation, éprouvait pour les nomades, les déracinés. Errants et faméliques, les étrangers n'étaient-ils pas le rebut de leurs nations ? Les statistiques criminelles, à la Belle Époque, insistent sur leur part croissante dans la délinquance. Le véritable ostracisme dont sont victimes les Bohémiens, repoussés de village en village et auxquels on essaie d'imposer un statut, offre un autre symptôme d'un état d'esprit assez général, auquel les prolétaires, investis par la nation, ne peuvent tout à fait échapper.

[...]

La poussée des nationalismes (en exaltant la différence), le développement des impérialismes (en célébrant la civilisation) confortaient la bonne conscience, créaient une ambiance favorable au développement de ce mépris qui fonde toute xénophobie. »

Extraits de Michelle Perrot, « Xénophobie ouvrière à la fin du XIX^e siècle », Le Monde diplomatique, juin 1975.

En 1904, entre Nord-Vaucluse et Drôme provençale, le chantier de construction d'une ligne de chemin de fer est le théâtre de grèves, de manifestations et d'affrontements. La cause ? Les ouvriers français veulent chasser les ouvriers italiens...



Ce texte a paru dans *Traits noirs*, n° 9, janvier 2003
(*Traits noirs* est un fanzine anarcho-punk avignonnais
qui connut 11 numéros, de 2000 à 2003).

★ Pour tout contact :
nontraces@no-log.org